



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 24, NUMERO 3, JUIN 2002

Une autre Afrique est possible

Vous avez certainement entendu parler du Forum social mondial qui s'est tenu en janvier dernier à Porto Alegre, au Brésil. Des regroupements de citoyens du monde entier se sont retrouvés pour parler de leur combat et proclamer qu'un «monde différent est possible». Plus de cinquante mille personnes ont pris part à une semaine de débats, d'ateliers et de fêtes. La réunion a bénéficié d'une ample couverture médiatique.

Quelques semaines plus tôt, se déroulait un événement similaire qui est passé presque inaperçu. En vue du Forum social mondial, plus de deux cents représentants d'organisations citoyennes africaines se rencontraient à Bamako, au Mali. Le Forum social de l'Afrique devait resserrer les liens entre les organisations de citoyens continentales et renforcer leur participation à la prochaine rencontre de Porto Alegre.

Sous le thème «Une autre Afrique est possible», les participants et participantes au forum de Bamako sont venus de plus de quarante pays africains pour représenter des groupes d'agriculteurs, de jeunes, de défenseurs des droits de la personne, d'écologistes, de consommateurs, de chercheurs et d'universitaires, de syndicalistes et d'acteurs du développement. Durant la semaine qu'a duré l'événement, ils ont mis en commun leurs connaissances et leurs convictions, leurs expériences de lutte et leurs rêves pour l'Afrique et le monde.

Inter Pares a eu le privilège de prendre part au Forum social de l'Afrique aux côtés de ses collègues d'ACORD et de Third World Network, deux organisations actives sur ce continent et avec lesquelles elle collabore depuis de nombreuses années. Lors des ateliers, au cours des repas, durant les promenades du soir, les participants ont fait des exposés et partagé leurs expériences. Les jeunes militants ont mis les vieux routiers au défi de dépasser les débats éculés pour inclure leur génération dans la nouvelle vision du changement. Dans les ateliers sur l'agriculture et le développement rural, les agriculteurs ont marqué leur refus de se voir transformés en objet d'étude et leur volonté de défendre leurs intérêts par leurs propres moyens et de parler en leur propre nom.

Les participants ont partagé leurs analyses des politiques économiques prônées par les pays riches du Nord et les institutions économiques internationales. Tetteh Hormeku de Third World Network Afrique a raconté comment, au cours des négociations de l'Organisation mondiale du commerce à Doha, en novembre dernier, les ministres du commerce des puissants pays industrialisés, dont le Canada, ont bousculé les procédures, acculant les représentants des petites économies à renoncer à leurs demandes et à accepter l'organisation d'un nouveau cycle de négociations. «L'OMC n'est pas un forum démocratique», explique Tetteh. «On ne se contente pas d'y

utiliser le pouvoir ; on en abuse. Il n'y pas de place pour le droit. Les citoyens des pays du Nord doivent savoir comment leurs gouvernements agissent à huis clos. Ils doivent être conscients de ce qu'ils commettent en leur nom».

Les militants et militantes réunis à Bamako ont affirmé que l'avenir de l'Afrique ne peut être assuré que si les peuples africains détiennent les rênes de leur développement et que les besoins de la population sont satisfaits à différents niveaux, au sein des communautés locales, au cœur de pays démocratiques et souverains et dans le cadre de structures de gouvernance mondiale justes et équitables. Ils ont aussi déclaré que le monde devait manifester sa volonté politique en favorisant une transformation radicale des relations politiques et économiques héritées du colonialisme et perpétuées par les élites africaines au pouvoir. Ils ont montré que dans chaque région d'Afrique, les citoyens et citoyennes expérimentent de nouvelles méthodes pour construire des systèmes économiques à visage humain qui préservent leur avenir et celui de leurs enfants.

Depuis vingt-sept ans, grâce à l'appui et à la générosité de milliers de Canadiens et de Canadiennes, Inter Pares accompagne l'émergence d'organisations qui explorent de nouvelles voies et qui défendent les droits des citoyennes et citoyens à un meilleur avenir. Leur action est variée puisqu'elle va de l'organisation des communautés locales soucieuses d'améliorer les conditions de vie ou de résoudre les conflits comme en Guinée-Bissau, au Ghana ou au Mali, à la mobilisation de la population autour de thèmes porteurs comme la protection de l'environnement, l'égalité des sexes, la sécurité alimentaire, le commerce et les droits de la personne.

En travaillant de concert avec des militants et des dirigeants communautaires, Inter Pares peut mieux saisir la nature et l'ampleur des défis auxquels sont confrontés les plus pauvres qui veulent satisfaire leurs besoins élémentaires ou revendiquer leurs droits. En collaborant avec nos homologues en Afrique, Inter Pares contribue à affirmer et à défendre l'idée d'un changement durable, en Afrique et dans le monde. Dans ce Bulletin, vous ferez la connaissance de personnes et d'organisations avec qui Inter Pares coopère en Afrique. Par leur créativité et leur persévérance, elles nous indiquent qu'un autre monde, un monde meilleur est possible. X



CLAUDINE SAUVÉ

Rassembler des gens et des idées

EN 1994, UN PETIT GROUPE DE MILITANTS AFRICAINS collaborant avec Third World Network (TWN), une organisation internationale basée en Asie et regroupant chercheurs, journalistes et autres militants, a créé une antenne africaine pour consolider les liens de TWN avec l'Afrique. Objectif : renforcer la coopération dans l'analyse entre organisations africaines et accroître leur capacité d'influencer les politiques publiques de leurs gouvernements respectifs afin qu'ils répondent aux préoccupations des Africains.

Au cours des huit dernières années, TWN Afrique a grandi; elle joue maintenant un rôle de premier plan puisqu'elle met en réseau des personnes et des organisations et diffuse des idées aux quatre coins du continent, analyse les processus politico-économiques qui touchent l'Afrique, en particulier dans les domaines du commerce, de l'investissement, de l'environnement et des rapports hommes-femmes et apporte des éléments de réponse aux enjeux identifiés.

La stratégie de TWN Afrique consiste à forger des alliances multiples. Cela lui permet d'ancrer son action de plaidoyer dans le quotidien des communautés locales. TWN Afrique joue un rôle de catalyseur en mobilisant des acteurs de tous les horizons de la société civile et en alimentant une synergie entre divers réseaux nationaux, régionaux et continentaux.

L'exemple le plus remarquable est sans doute le Réseau africain du commerce (Africa Trade Network) qui regroupe trente-cinq organisations dans quinze pays. TWN Afrique a contribué à la création de cette plate-forme dont elle a renforcé l'action en fournissant des analyses sur les négociations et les ententes ayant lieu dans le cadre de l'OMC et en dispensant une formation sur les effets des accords commerciaux sur le développement et l'environnement. Le Réseau a aussi évalué avec des producteurs agricoles, des organisations de femmes et des syndicats, les conséquences des régimes d'échange sur leurs droits et leurs moyens de subsistance. TWN Afrique et le Réseau africain du commerce sont maintenant des interlocuteurs privilégiés qui s'expriment au nom de la société civile. Ils entretiennent aussi des relations avec les décideurs et les responsables publics africains. Leurs recherches et leurs analyses ont été cruciales pour l'élaboration de préoccupations assorties de recommandations que de nombreux représentants des ministères africains du commerce ont fait valoir au cours des réunions de l'OMC à Doha, l'année dernière.

Aujourd'hui, TWN Afrique est un chef de file reconnu et respecté dans le mouvement africain naissant contre la mondialisation des marchés. En outre, TWN a réussi à inscrire la perspective africaine du développement dans le débat politique au Nord en diffusant ses recherches et en partageant ses ressources pour informer et renforcer l'efficacité de l'action pour le changement.

Inter Pares appui et accompagne TWN Afrique depuis sa création. Notre compréhension critique des enjeux du développement continue de se nourrir de cette relation mutuellement enrichissante. C'est avec enthousiasme que nous envisageons la perspective de longues années d'apprentissage et de collaboration avec TWN Afrique, en toute solidarité et pour une cause commune.

Pour en savoir plus sur Third World Network Afrique et Third World Network International, visitez leurs sites web au <http://www.twnafrica.org> et au <http://www.twncanada.org> ☘

Le Forum Afrique-Canada

IL Y A TROIS ANS, INTER PARES ET D'AUTRES ORGANISATIONS canadiennes ont estimé que l'heure était venue de faire le bilan de notre engagement en tant que Canadiens et Canadiennes auprès des ONG et des mouvements sociaux en Afrique. Bien que convaincus de la grande richesse et de la diversité de l'expérience acquise après de longues années en Afrique, nous avons le sentiment que persister dans la même voie ne permettrait pas de relever les nouveaux défis auxquels nous et nos homologues africains sommes confrontés. Pour guider notre action future, il était nécessaire d'engager une réflexion critique sur l'approche globale et les méthodes de travail.

Discussions internes, consultations et conseils des collègues africains ont abouti, en janvier 2001, à la création du Forum Afrique-Canada, un groupe de travail du Conseil canadien pour la coopération internationale. Le Forum Afrique-Canada a un double objectif : favoriser une réflexion critique sur les méthodes de travail des ONG et permettre aux membres de collaborer sur les questions de politique qui concernent l'Afrique. Plus de quarante organisations canadiennes, ONG, églises et organisations de travailleurs, participent aux activités du Forum.

Durant leur rencontre annuelle, les membres ont défini les principaux domaines d'action pour l'année à venir. L'année dernière, le dialogue avec le Gouvernement du Canada s'est intensifié étant donné la décision d'accorder la priorité à la lutte contre la pauvreté en Afrique au prochain Sommet du G-8 de Kananaskis en juin 2002. Pour capitaliser sur cet événement, les membres du Forum ont sollicité l'avis de leurs collègues africains sur le cadre proposé pour le plan d'action du G-8, Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), avant de rencontrer les représentants du gouvernement canadien auxquels ils ont transmis leurs analyses. Ils ont aussi préparé à l'intention du public et des journalistes une documentation portant sur les questions liées au Nouveau partenariat telles que les droits de la personne et la gouvernance, l'aide au développement, le commerce et l'investissement et la paix et la sécurité.

Les participants au Forum ont aussi identifié une autre priorité : la perception par le public canadien de l'Afrique et des Africains comme conséquence de leur représentation par les organisations canadiennes. Le Forum a recueilli auprès de ses membres du matériel utilisé pour la levée de fonds et le travail de sensibilisation du public et en a fait un présentoir. Il est apparu que le message que reçoivent les Canadiens et les Canadiennes est à la fois cruel et déformé : l'Afrique n'est qu'une masse uniforme; les Africains sont perçus comme un «autre» exotique; ils sont, en général, considérés comme des victimes donc objets de pitié et bénéficiaires de la charité. Nombreux sont ceux et celles qui dans les organisations canadiennes reconnaissent que cette image déformée nuit à la compréhension des enjeux du développement et à l'appui à y apporter. Ils exhortent leurs organisations à s'adresser au public en des termes qui traduisent avec plus de précision et de respect les difficultés auxquelles sont confrontées les différentes sociétés africaines et qui font valoir les atouts et les capacités des populations locales.

Pour en savoir plus ou pour obtenir les rapports ou documents du Forum Afrique-Canada, consultez le site web du Conseil canadien pour la coopération internationale au <http://www.ccic.ca>. ☘

Militante de cœur depuis toujours

MICHELINE RAVOLOLONARISOA EST DIRECTRICE DE LA programmation à l'Association de coopération et de recherches pour le développement (ACORD), une organisation internationale qui relie entre elles des organisations de plus de trente pays en Afrique et en Europe, ainsi qu'au Canada. En tant que membre fondateur, Inter Pares coopère avec ACORD depuis vingt-six ans, contribuant à développer une expertise dans les zones troubles d'Afrique en œuvrant auprès de ceux et celles qui sont touchés au premier chef par les conflits et la marginalisation économique.

Le parcours de Micheline Ravololonarisoa épouse celui des luttes africaines contemporaines. Militante du mouvement étudiant, elle a été contrainte de quitter son pays, Madagascar, en 1974, en raison de son action pour une société juste. Une fois installée au Kenya, elle s'est attelée à l'information et à l'éducation des étudiants et à leur mobilisation autour de questions liées à la libération de l'Afrique du joug colonial. Ce faisant, elle a forgé des alliances stratégiques entre le mouvement étudiant, les mouvements politiques progressistes et le mouvement féministe naissant.

Son militantisme a conduit Micheline à un poste de commissaire du Programme pour la lutte contre le racisme créé par le Conseil œcuménique des Églises qui accordait une attention particulière aux droits des minorités. Les activités de son mari au sein du mouvement pour la démocratie en Ouganda et au Kenya a forcé Micheline à l'exil une fois de plus, cette fois au Canada, où le couple a vécu quelques années avant de repartir vers l'Europe. À l'époque, la Communauté européenne était déjà décrite comme la «forteresse Europe» en raison des restrictions accrues aux frontières et du renforcement du contrôle des non-Européens. Micheline n'a pas tardé à rejoindre les rangs des organisations de femmes africaines réclamant le droit de vivre et de travailler en Europe.

La connaissance que possède Micheline des mouvements démocratiques en Afrique, son féminisme, sa compréhension

des relations complexes entre les pays d'Afrique et du Nord et sa conviction que l'avenir du Nord est lié à celui du Sud l'ont amenée à se joindre à ACORD. Selon elle, «ACORD est l'un de ces rares forums où il est encore possible de remettre en question les idées dominantes. Il permet de rallier une masse critique de personnes, ce qui est un élément essentiel à la transformation des systèmes qui engendrent exclusion et pauvreté».

Ce qui fait de Micheline une collègue si merveilleuse n'est ni son infatigable engagement ni son remarquable parcours. Ce qui la caractérise avant tout, c'est qu'elle apporte la joie, l'énergie et une vive intelligence à tout ce qu'elle fait et à tous ceux et celles avec qui elle travaille. Pour chaque effort, un éclat de rire. Elle est l'incarnation de l'esprit de camaraderie et

de l'ardeur au travail. Plus que tout, elle sait faire ressortir le meilleur en chacun.

À l'ère de la mondialisation, le rôle de Micheline a été crucial dans la consolidation des relations d'ACORD avec ses homologues africains pour faire cause commune. Elle a facilité l'adoption d'une nouvelle approche pour la réalisation en Afrique de l'Ouest de programmes qui intègrent à la fois la vision d'ACORD et l'apport d'organisations africaines comme Third World Network Afrique qui offrent expertise et suivi aux groupes actifs auprès des communautés locales. Micheline et ses collègues d'ACORD en Mauritanie, au Burkina Faso et au Mali inscrivent leur action dans une perspective régionale qui les conduit à tisser des liens entre les organisations communautaires, brisant ainsi l'isolement des militants locaux et favorisant les échanges par la formation commune, la recherche participative et les activités de plaidoyer.

En travaillant avec ACORD et Micheline Ravololonarisoa, Inter Pares

s'est engagée à faire partager ce rêve de paix et de justice pour l'Afrique. Comme le dit Micheline : «Cette forme de solidarité entre le Nord et le Sud est la seule manière de réaliser le rêve de transformation sociale». ☘



Micheline Ravololonarisoa

Un nouveau partenariat pour l'Afrique

L'ATTENTION PORTÉE À L'AFRIQUE PAR LE GOUVERNEMENT canadien au cours de l'année écoulée a pu paraître comme une bénédiction pour ceux et celles qui, depuis des décennies, tentent de remettre l'Afrique au centre des préoccupations. L'engagement du Canada à faire de la pauvreté en Afrique une des priorités du Sommet du G-8 à Kananaskis en juin a eu le mérite d'inscrire au cœur du débat sur les politiques publiques les questions urgentes que sont l'exclusion et la violence que vit la population africaine. Au cours du débat, les responsables canadiens ont pu prendre connaissance de la diversité et de l'importance des perspectives critiques qu'apportent les organisations et autres acteurs du continent africain.

L'été dernier, les chefs d'État des pays du G-8 réunis à Gênes ont déclaré qu'ils avaient «décidé de forger un nouveau partenariat pour traiter des questions essentielles au développement de l'Afrique». Le cadre de ce nouveau partenariat a été intitulé la Nouvelle initiative africaine. Le projet, à l'origine présenté au G-8 à Gênes par des chefs d'État africains de premier plan, a été par la suite rebaptisé Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) lorsque l'Organisation de l'unité africaine l'a adopté en automne dernier.

Lorsque qu'il a été lancé, le Nouveau partenariat était bien peu connu en dehors du cercle étroit des chefs de gouvernement. Mais par la suite, un nombre croissant d'organisations de la société civile en Afrique l'ont analysé à la lumière des initiatives précédentes. Alors que l'on peut se réjouir de voir les pays africains se rallier autour d'un nouveau partenariat pour le développement, celui-ci semble prescrire, selon certaines organisations, les mêmes stratégies de développement qui ont ravagé les économies africaines. On se demande aussi si le G-8 a la volonté politique d'établir des rapports vraiment nouveaux avec l'Afrique.

Un «nouveau partenariat» requiert autant de changements dans les politiques et pratiques du Nord que de l'Afrique. À ce jour, rien ne prouve que les institutions internationales comme l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international sont prêtes à prendre les mesures politiques nécessaires susceptibles de promouvoir le développement humain durable en Afrique.

Ces institutions internationales continuent de consolider des structures économiques et politiques qui n'offrent aux pays africains qu'une étroite marge de manœuvre pour répondre à leurs besoins de développement propres. Les économies africaines qui ont été conçues avant tout pour soutenir l'industrialisation des puissances coloniales par l'extraction des ressources restent intrinsèquement faibles et dépendantes de l'économie mondiale qui continue d'exploiter les ressources avec bien peu de bénéfice pour les populations locales.

Dans un tel contexte, la déclaration selon laquelle les pays du G-8 sont maintenant prêts à prendre des mesures pour venir en aide à l'Afrique présente une image séduisante mais erronée des relations entre l'Afrique et les pays industrialisés du Nord. Comme l'écrivait le chercheur ougandais, Mahmood Mamdani : «L'Afrique contemporaine n'a pas été ignorée, elle a été injustement traitée».

Contrairement aux idées reçues, le transfert net de richesses entre l'Afrique et le reste du monde contribue à enrichir les pays du Nord et non l'inverse. Les économies africaines ne sont ni fermées ni marginalisées; elles sont ouvertes aux

pilleurs. Si la majorité des pauvres d'Afrique ne mangent pas à leur faim malgré l'aide publique, c'est qu'ils ploient sous le fardeau de l'usure que représente le service de la dette contractée auprès des institutions et des bailleurs de fonds internationaux. C'est là l'héritage du colonialisme auquel sont venus se greffer les programmes «d'ajustement structurel» qui garantissent le remboursement sans fin d'une dette éternelle. C'est un héritage d'injustices qui n'ont pas été corrigées et qui, en réalité, se perpétuent avec plus d'intensité aujourd'hui dans presque tous les fora internationaux et récemment encore au cours des dernières

négociations de l'Organisation mondiale du commerce à Doha.

Une nouvelle relation avec l'Afrique requiert de nouvelles politiques qui redresseront les torts dans le respect de la diversité, de l'ingéniosité et de la souveraineté. Les Canadiens et les Canadiennes doivent prendre conscience que l'enjeu de cette nouvelle relation n'est pas seulement l'avenir de l'Afrique mais celui du monde que nous avons en partage avec chaque peuple sur chaque continent. Le Canada peut démontrer son leadership en sortant du cadre étroit de l'assistance pour promouvoir un ordre économique et de coopération internationale où une minorité cessera de vivre aux dépens d'une multitude d'affamés. C'est beaucoup demander ? C'est pourtant là le rêve que nous partageons aujourd'hui avec des millions de personnes en Afrique, au Canada et dans le monde. ❧

«L'Afrique contemporaine n'a pas été ignorée, elle a été injustement traitée».

Mahmood Mamdani



BRUCE PATON



INTER PARES

ISSN 0715-4267

58 rue Arthur, Ottawa (Ontario) Canada K1R 7B9
Tél (1-613) 563-4801 Téléc (1-613) 594-4704

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

